



RAPPORT D'ACTIVITES DES VERT·E·S VAUDOIS·ES

Exercice juin 2025 – mai 2026

Table des Matières

1. Rapport du Bureau..... p.3
2. Rapport du groupe des Vert·e·s au Grand Conseil..... p.6
3. Rapport du conseiller d'Etat p.12
4. Rapport des conseillères nationales et
du conseiller national..... p.16

Rapport d'activité du Bureau pour l'année 2025-2026



Elections communales

L'année 2025-2026 a été très riche pour le Bureau des Vert·e·s, à l'image de l'activité de notre Mouvement et des échéances électorales qui jalonnent ces années 2026 et 2027.

Pour le Bureau, il a été capital de préparer de manière anticipée les élections communales avec énergie comme première étape du cycle électoral qui nous attend. Nous avons notamment mis en avant plusieurs réalisations des différent·e·s élu·e·s dans leur commune sur nos réseaux sociaux grâce à des vidéos montrant concrètement le travail de terrain de nos élu·e·s.

Il est clair que le résultat n'a pas été à la hauteur de nos espérances. Il faut dire que nous partions de très très haut. Les résultats de 2021 ont été extraordinaires, au sens propre du terme : nous avons plus que doublé le nombre de nos élu·e·s dans les conseils communaux et avons également largement augmenté les élu·e·s dans les municipalités. Le recul de 2026 est une forme de retour à la normale : et la normale est une augmentation ! En effet, si nous prenons un peu de recul et regardons les résultats sur les 20 dernières années, nous sommes en constantes progression : **nos résultats de 2026 sont meilleurs qu'en 2016 et notre ancrage territorial a été maintenu** : pratiquement aucune liste créée en 2021 n'a disparu et **nous avons même créé de nouvelles listes** dans des villes vaudoises. **Nous sommes plus présent·e·s que jamais dans les communes vaudoises, nous avons même augmenté nos élu·e·s dans les exécutifs par rapport à 2021.**

Cette tendance générale montre notre ancrage territorial fort et nos capacités à répondre aux préoccupations de la population. Nos projets politiques répondent à un besoin : nous

ne devons pas nous laisser dire le contraire par nos adversaires ou par un discours médiatique qui déroule de plus en plus le tapis rouge à l'extrême droite. **Nous devons continuer à nous battre pour nos valeurs et continuer dans ce cycle électoral avec cette même énergie.**

Nouvelles internes

Un nouvel élu, **Jean-Yves Pidoux**, a rejoint le Bureau en février 2026, complétant la dernière place libre au Bureau qui n'avait pu être pourvue lors de l'assemblée générale ordinaire de mai 2025.

Et un Pidoux en appelant un autre (*bien que pas de la même famille*), nous avons également eu le plaisir d'être rejoint·e·s en début d'année par un nouveau représentant élu par les Jeunes Vert·e·s en la personne de **Nathan Pidoux**. Il remplace Gaëlle Valterio, appelée à d'autres responsabilités, que nous remercions ici pour son engagement et son apport au sein de notre direction.

Le Bureau s'est réuni à 25 reprises en séance ordinaires (*un mardi sur deux*) et 2 Bureaux avec nos élu·e·s fédéraux ont eu lieu. 2 séances avec nos élu·e·s fédéraux et notre conseiller d'Etat en vue des échéances 2027 ont également eu lieu. 2 retraites spéciales, notamment pour préparer les échéances électorales 2026-2027, ont été organisées en janvier et en mai 2026. Une délégation du Bureau a également participé à plusieurs séances avec notre conseiller d'Etat et le nouveau Président de groupe au Grand Conseil.

3 comités ont eu lieu. Cela a été l'occasion de prononcer nos recommandations de vote en vue de la votation fédérale du 28.09.2025, des votations fédérale et cantonale du 30.11.2025, ainsi que de celles du 14 juin 2026.

2 assemblées générales extraordinaires ont, par ailleurs, été organisées le 18 décembre 2025 pour prononcer nos recommandations de vote, fédérale et cantonale, en vue du 8 mars 2026 (qui n'a malheureusement pas vu triompher notre initiative fédérale « Pour un fonds climat » malgré nos efforts investis dans la campagne avec un comité unitaire); et de voter le soutien unanime à la candidature du socialiste Roger Nordmann à l'élection complémentaire au Conseil d'Etat suite au retrait de Rebecca Ruiz; et le 9 février 2026, pour élire Jean-Yves au Bureau et aborder les finances des Vert·e·s vaudois·es. C'est lors de cette dernière assemblée qu'a été décidée l'ouverture des dons aux personnes morales, modification statutaire qui est l'objet de l'assemblée ordinaire d'aujourd'hui.

Autres actions du Bureau

- Organisation de séances régulières avec les président·e·s de section, en visioconférence et en présentiel (*en alternance*).
- Organisation d'une journée au vert avec nos municipales, syndique, municipaux et syndic en août 2025, qui a été vivement appréciée. Le refuge d'Epalinges a accueilli une belle formation à la communication assurée par une intervenante externe le matin, suivie l'après-midi d'échanges avec notre conseiller d'Etat, Vassilis Venizelos et l'un de nos membres à la commission des finances du Grand conseil vaudois (entre-temps devenu Président de groupe) Kilian Duggan. La journée s'est conclue sur le témoignage émouvant et plein d'enseignements de Tinetta Maystre, municipale à Renens, qui conclut cette année ses 20 ans d'engagement à la municipalité de sa ville. Une autre réunion post-élection a ensuite été organisée en avril 2026 avec nos municipales et municipaux élu·e·s pour donner quelques clés de négociations et de travail minoritaire à nos élu·e·s et

permettre aux nouvelles et nouveaux élu·e·s et aux ancien·ne·s de se rencontrer une première fois. Une nouvelle rencontre a été organisée juste avant cette assemblée pour mettre en place des mentorats entre élu·e·s partageant les mêmes responsabilités/dicastères.

- Participation à plusieurs campagnes de votation et pilotage de plusieurs d'entre-elles (notamment pour deux de nos initiatives Vertes : cantonale pour sauver le Mormont (en septembre 2025), et fédérale : pour un fonds climat (en mars 2026)).
- Participation au comité d'initiative « Pour un salaire minimum » et préparation de la campagne pour le vote qui aura lieu en juin de cette année.
- Planification des séances de coordination romande (contacts plus étroits avec Fribourg, Genève, Valais, Jura bernois et Neuchâtel pour préparer les séances de comité suisse et s'appuyer mutuellement).
- Suivi et appui renforcé par deux membres du Bureau (Anita Rokitowska et Jean-Valentin de Saussure) en vue de la deuxième édition de notre Festival Vert qui aura lieu le 5 septembre prochain : la Vertigineuse !
- Appui par Brigitte Besson du nouveau groupe ad hoc « Horizon 2040 » lancé par notre ancienne conseillère d'Etat Béatrice Métraux pour réfléchir aux solutions Vertes aux questions de vieillissement de la population, et d'intergénérationnel.
- Rencontres avec la direction des Vert·e·s suisses : la Présidente Lisa Mazzone ainsi que le secrétaire général national Luzian Franzini ont été invité·e·s deux fois à Lausanne, en 2025 et en mai 2026 pour tenter d'échanger plus directement, de communiquer nos défis et préoccupations, et d'être mieux intégré·e·s aux décisions réfléchies et prises nationalement, étant donné que nous sommes l'un des plus grands partis des Vert·e·s suisses.
- Jean-Valentin de Saussure a continué à représenter les Vert·e·s au sein du Vorstand (comité) des Vert·e·s suisses afin d'assurer le lien entre le parti-mère et le canton. Il y a été rejoint par Charles Koller.

Consultation

Les Vert·e·s ont aussi participé à une consultation (31.10.2025 Consultation cantonale – Projet de réponse et contre-projet à la motion Philippe Jobin et consorts (24--_MOT_27). Le Bureau remercie ici les deux députés qui ont contribué à la rédaction de cette prise de position.

Le Bureau réitère ses remerciements à son secrétariat, aux comités de section, ainsi qu'à tou·te·s les élu·e·s et membres des Vert·e·s qui s'engagent au quotidien et font vivre notre Mouvement, année après année.

Pour le Bureau
**Rebecca Joly, Anita Rokitowska et
Jean-Valentin de Saussure**
Présidence

Rapport d'activité du groupe parlementaire de juillet 2025 à mai 2026



Introduction

L'année parlementaire 2025-2026 a été marquée par une activité particulièrement dense pour le groupe parlementaire. Entre le renouvellement de la présidence du groupe, les débats budgétaires, la loi vaudoise sur l'énergie, les enjeux institutionnels et les nombreuses interventions déposées par les membres du groupe, les Vert·e·s ont poursuivi leur travail en essayant de proposer une ligne claire, défendre des finances publiques responsables, une transition écologique concrète et pragmatique, des institutions transparentes et des prestations publiques solides.

Cette période a également confirmé la nécessité d'un groupe parlementaire organisé, réactif et capable d'intervenir à la fois sur les questions de fond et sur les enjeux plus immédiats de l'actualité cantonale.

Au 30 avril 2026, le groupe est composé de 24 député·e·s, réparti·e·s comme suit :

Nom	District	Fonction/Commission(s)
Vincent Bonvin	Riviera-Pays d'Enhaut	Commission thématique de la formation
Jean Valentin de Saussure	Nyon	Commission thématique des institutions et des droits politiques
Géraldine Dubuis	Jura – Nord vaudois	Commission thématique de la santé publique – Présidente
Kilian Duggan	Lavaux – Oron	Président de groupe ; Commission des finances – vice-président
Pierre Fonjallaz	Lavaux – Oron	Commission thématique de l'environnement et de l'énergie
Oleg Gafner	Lausanne	Commission thématique des affaires juridiques ; Commission thématique des infrastructures liées aux transports et à la mobilité

Martine Gerber	Lausanne	Commission des visiteurs du Grand Conseil ; Commission interparlementaire de contrôle de l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais ; Commission thématique des grâces
Sabine Glauser Krug	Jura – Nord vaudois	Commission de présentation ; Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande – vice-présidente
Claude Nicole Grin	Lausanne	Commission thématique des affaires juridiques ; Commission thématique des affaires extérieures ; Commission thématique de la formation
Nathalie Jaccard	Ouest lausannois	Bureau du Grand Conseil – 2 ^{ème} vice-présidente ; Commission de gestion ; Commission thématique des pétitions ; Assemblée parlementaire de la francophonie
Rebecca Joly	Ouest lausannois	Commission interparlementaire de contrôle de l'exécution des concordats latins sur la détention pénale – présidente ; Commission thématique de la santé publique ;
Didier Lohri	Nyon	Commission thématique des systèmes d'information
Yannick Maury	Morges	Vice-président de groupe ; Commission thématique des institutions et des droits politiques ; Commission thématique des grâces ; Commission thématique des affaires extérieures
Alberto Mocchi	Gros-de-Vaud	Commission interparlementaire de contrôle du Gymnase intercantonal de la Broye ; Commission thématique de l'environnement et de l'énergie
Ariane Morin	Lausanne	-
Yolanda Müller Chabloz	Lausanne	Commission de gestion – vice-présidente ; Commission interparlementaire de contrôle de l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais
Anna Perret	Morges	Commission thématique des affaires sociales ; Commission thématique de l'environnement et de l'énergie ; Assemblée parlementaire de la francophonie
Sylvie Podio	Morges	Commission thématique de la santé publique
David Raedler	Lausanne	Commission thématique des affaires juridiques – vice-président ; Commission thématique des infrastructures liées aux transports et à la mobilité ;
Théophile Schenker	Jura – Nord vaudois	Commission des finances ; Commission thématique des systèmes d'information
Felix Stürner	Broye-Vully	Commission interparlementaire de contrôle de la HES-SO ; Commission interparlementaire de contrôle de l'Hôpital intercantonal de la Broye ;

		Commission thématique des affaires sociales – Président
Nathalie Vez	Nyon	Commission thématique des infrastructures liées aux transports et à la mobilité
Valérie Zonca	Riviera-Pays d'Enhaut	Vice-présidente de groupe ; Commission thématique des pétitions ; Commission thématique des systèmes d'information
Pierre Zwahlen	Lausanne	Commission thématique des affaires extérieures – vice-président ; Commission thématique des pétitions

Changements dans le groupe

Au 1^{er} juillet 2025, la présidence du groupe parlementaire a été renouvelée. Elle est désormais composée de Kilian Duggan, président de groupe, Valérie Zonca, vice-présidente, et Yannick Maury, vice-président. Ensemble, ils forment le bureau du groupe.

Cette nouvelle organisation s'est inscrite dans une volonté de renforcer la coordination politique du groupe, d'améliorer le suivi des objets parlementaires et de soutenir les député·e·s dans leur travail en commission, en plénum et dans le lien avec le Mouvement.

La présidence peut compter sur les précieuses ressources du secrétariat général, en les personnes de France Manghardt et Raphaël Dupertuis, dont l'appui est essentiel au bon fonctionnement du groupe, à la préparation des séances, au suivi des dossiers et à notre présence médiatique. Qu'elle et il soient ici vivement remercié·e·s.

Objets principaux traités par le Grand Conseil

Budget 2026

Le budget 2026 a constitué l'un des principaux dossiers politiques de la période. Les Vert·e·s ont reconnu une présentation budgétaire plus sincère que les années précédentes, notamment en matière de traitement des risques et d'estimation des recettes fiscales. Mais le groupe a également dénoncé l'absence de vision à long terme du Conseil d'État et l'iniquité des efforts proposés. Le projet de budget – mais surtout les EMPD qui y étaient rattachés – prévoyait notamment 309 millions de francs de coupes, alors même que les baisses fiscales n'étaient pas remises en question.

Le groupe a combattu une logique d'austérité touchant les prestations, les subventions, les politiques sociales, les hautes écoles, les transports publics ou encore l'asile. Il a également refusé que le personnel de l'État soit utilisé comme variable d'ajustement, notamment à travers la contribution de crise de 0,7 % du salaire brut prévue dans le projet initial.

En obtenant partiellement gain de cause, notamment sur les coupes les plus iniques dans la fonction publique, nous avons estimé qu'un mauvais budget était malheureusement nécessaire pour garantir le fonctionnement serein de l'État pour l'année 2026, notamment car ce budget était tout de même en légère augmentation par rapport à celui de l'année précédente, qui aurait été appliqué en cas de refus.

Loi vaudoise sur l'énergie

La révision totale de la loi vaudoise sur l'énergie a occupé une place centrale dans les travaux du Grand Conseil. Le projet de nouvelle loi a finalement été adopté le 3 février 2026 et pourrait entrer en vigueur en janvier 2027, en fonction de l'aboutissement du référendum lancé par l'UDC, avec le soutien de SwissOil.

Les mesures phares comprenaient notamment l'assainissement des grands bâtiments énergivores, le remplacement progressif des chauffages fossiles en fin de vie, le développement du solaire, des mesures anti-gaspillage et plus de 800 millions de francs de subventions publiques pour accompagner la mise en œuvre.

Pour les Vert·e·s, ce dossier a été à la fois une avancée majeure et un combat difficile. Durant les débats, le groupe a dénoncé les tentatives d'affaiblissement du texte, en particulier sur les dérogations, l'assainissement énergétique, la transparence envers les locataires, les exigences solaires et l'interdiction des chauffages électriques.

Le groupe n'est pas pleinement satisfait du résultat final des débats, dû en partie au fait que le PLR n'a pas tenu le compromis de commission. Nous admettons tout de même que cette révision est une avancée majeure pour la transition. Nous souhaitons aussi vivement féliciter notre conseiller d'Etat, Vassilis Venizelos, pour son engagement en faveur de cette révision, qui pourrait être qualifié d'« acharné », et qui fera du canton de Vaud un modèle à l'échelle nationale.

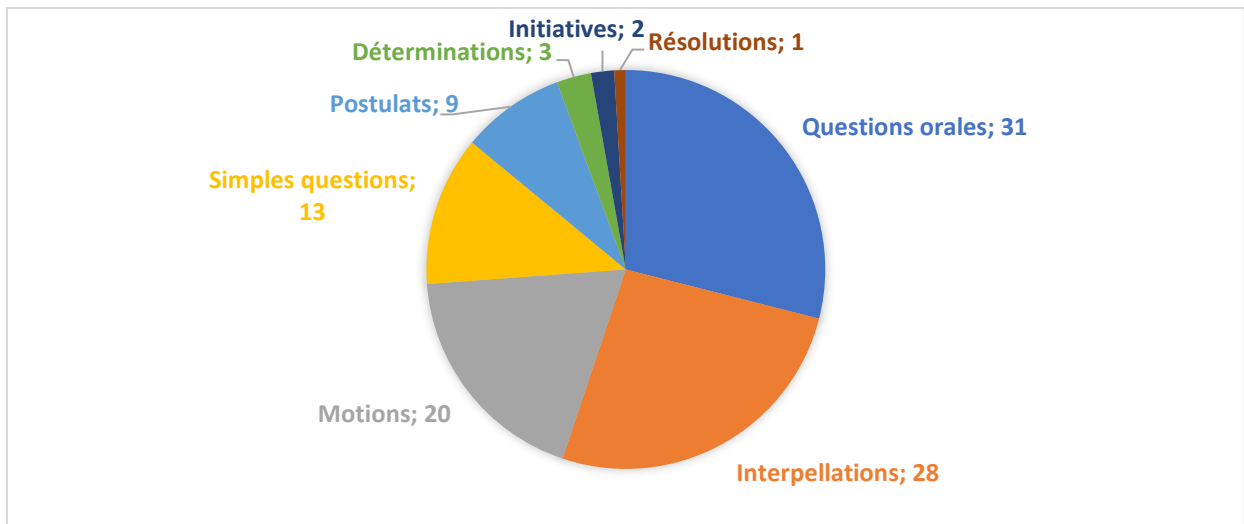
Dittligate

L'année a également été marquée par les suites de l'affaire Dittli et par les débats relatifs au fonctionnement des institutions cantonales. Après la publication du rapport Meylan, les Vert·e·s ont considéré que les éléments relevés confirmaient les conclusions déjà publiées par la DELSURV et mettaient en évidence des problèmes graves de gouvernance, d'information du collège gouvernemental et de défense de l'intérêt public.

Le groupe a insisté sur la nécessité de protéger l'administration, de garantir la transparence des décisions et de tirer toutes les conséquences politiques des manquements constatés. Dans ce contexte, les Vert·e·s ont également porté des réflexions institutionnelles plus larges, notamment sur les mécanismes de suspension ou de destitution applicables à l'exécutif cantonal.

Objets déposés par des membres du groupe

Le groupe parlementaire a été, comme à son habitude, très actif en matière de dépôts, avec plus de 110 objets déposés, répartis comme suit :



Au-delà du volume, ces dépôts illustrent la diversité du travail parlementaire du groupe. Ils touchent notamment aux finances publiques, à la transition énergétique, à la mobilité, à la santé, à l'école, à l'égalité, au logement, à la protection de l'environnement, aux institutions et à la démocratie.

Parmi les objets marquants de la période, on peut notamment citer:

- Une motion de Jean-Valentin de Saussure sur la durabilité dans les marchés publics, visant à favoriser des achats plus responsables par l'intégration d'un critère d'impact climatique dans les appels d'offres;
- Une motion d'Oleg Gafner pour un droit de l'environnement effectif, à travers un ministère public spécialisé;
- Une initiative de Valérie Zonca au nom de l'Intergroupe F demandant d'intégrer le féminicide au Code pénal suisse;
- Un postulat de Yolanda Müller Chabloz sur l'impact réel du 30 km/h sur le sommeil et la santé de la population vaudoise;
- Un postulat d'Alberto Mocchi sur les voyages en train pour la jeunesse, en lien avec l'accès à des solutions de mobilité ferroviaire, comme Interrail;
- Une motion de Yannick Maury sur l'introduction d'un mécanisme de suspension, puis de destitution, applicable à l'exécutif cantonal;
- Une motion d'Alberto Mocchi sur la responsabilité de la Romande Energie en matière de transition énergétique
- Une motion de David Raedler concernant la suppression de la rente à vie pour un-e membre du gouvernement condamné-e pénalement

Travail programmatique

À la rentrée, le groupe parlementaire a décidé de se fixer cinq priorités thématiques pour la fin de la législature:

1. mobilité;
2. économie et pouvoir d'achat;
3. agriculture;
4. santé;
5. énergie, biodiversité et climat.

Afin de donner corps à ces priorités, le groupe a mis en place des pôles thématiques chargés de développer une vision stratégique, d'identifier les mesures prioritaires et de proposer des objets parlementaires cohérents avec ces objectifs.

Ces travaux ont ensuite été présentés et discutés au sein du groupe. Ils ont permis de renforcer la cohérence de notre action parlementaire, d'éviter une dispersion excessive des dépôts et de mieux relier le travail quotidien du Grand Conseil aux priorités politiques de fin de législature.

Ce travail programmatique devra se poursuivre. Il constitue un outil essentiel pour préparer les débats à venir, renforcer notre visibilité politique et inscrire nos interventions dans une stratégie commune avec des dépôts sur ces thématiques échelonnées jusqu'à la fin de la législature.

Ces travaux seront également un socle utile permettant de définir nos priorités en vue des campagnes politiques de 2027.

Perspectives

2027, c'est maintenant !

Le groupe parlementaire entre dans une phase décisive de la législature. Les prochains mois devront permettre de consolider notre action politique, de rendre plus visible notre travail parlementaire et de préparer les échéances électorales à venir.

Le groupe devra continuer à renforcer le lien entre le travail parlementaire, le Mouvement cantonal, les sections régionales et les élu·e·s communaux. C'est à cette condition que notre action pourra être comprise, relayée et défendue largement.

Kilian Duggan
Président de groupe

Rapport d'activité du conseiller d'Etat



2025 a été une année riche en événements, rencontres, discours, joies, regrets et décisions aussi divers que variés, à l'image du département protéiforme que j'ai l'honneur de piloter depuis près de 4 ans.

J'aurais pu lister les crédits d'investissements et modifications légales adoptés au Grand Conseil en 2025 ([voir le rapport de gestion 2025 du Conseil d'Etat](#)). Mais l'exercice est non seulement rébarbatif, mais reflète trop peu la richesse de ces 12 derniers mois.

Alors je vous ouvre mon agenda. 12 moments pour 12 mois.

Mercredi 15 janvier, 18h, Renens, vernissage des dessins de Haydé

Une douzaine d'œuvres inédites de l'illustratrice pour enfants irano-suisse Haydé décorent désormais les locaux de la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse à travers le canton. Ces œuvres mettent en scène des animaux colorés représentant des familles dans des moments zen et joyeux. Il est important pour moi d'être présent au [vernissage de cette exposition pleine de sens](#). Et c'est aussi l'occasion d'échanger avec les collaborateurs et collaboratrices de ce service engagés au quotidien pour les quelque 160'000 enfants de ce canton.

Lundi 10 février, 10h, Château cantonal, conférence de presse sur la surpopulation carcérale

Le canton de Vaud fait face à une surpopulation carcérale chronique depuis un quart de siècle. [Lors de cette conférence de presse](#), avec le Service pénitentiaire, nous présentons les résultats de deux études qui identifient les causes de ce phénomène et nous détaillons notre plan d'action pour endiguer durablement la surpopulation carcérale, sur le court (construction de nouvelles places de détention, mesures alternatives à la détention, justice restaurative) et long terme (stratégie de réinsertion, renforcement de la coordination de la chaîne pénale, observatoire de la criminalité).

Depuis, les projets avancent à bon rythme ! En août, le Conseil d'Etat valide des mesures urgentes pour améliorer les conditions de détention : fin 2027, une [structure modulaire de 60 places](#) pourra voir le jour sur le site du Pôle pénitentiaire du Nord vaudois. Le but ? Limiter à 48 heures l'occupation des zones carcérales de police.

Et, côté réinsertion, un petit projet mais qui a toute son importance : le magasin des ateliers du Service pénitentiaire fait peau neuve. Ouvert au public, ce lieu ([désormais accompagné d'un site web](#)) met en valeur le travail en détention, un des piliers de la politique de réinsertion

Samedi 15 mars, 10h, Grand Conseil, ouverture de la 5^e session cantonale des jeunes

Ce week-end des 15 et 16 mars, près de 80 jeunes de 14 à 20 ans provenant de tout le canton de Vaud se réunissent dans la salle du Parlement pour débattre de questions qui les concernent. [Résultent de ces travaux 5 propositions concrètes, adressées aux élu-e-s cantonaux](#) : harcèlement, alimentation, accès à la santé et au logement. Lors de mon discours d'ouverture, je rappelle l'importance de la participation citoyenne, pilier essentiel de la politique jeunesse.

Et je mentionne un anniversaire : dans quelques mois, le programme [« J'ai un projet »](#) fêtera ses 25 ans. Ce fonds a permis de soutenir plus de 1300 initiatives portées par des jeunes pour des jeunes. Une autre manière de promouvoir l'« empowerment ». Quel succès !

Mardi 29 avril, 11h, Yverdon, inauguration d'une nouvelle centrale de chauffage à distance

Avec les autorités locales, j'inaugure ce [nouveau CAD qui porte le doux nom de « Santal »](#) - bien plus que des tuyaux, un instrument de notre souveraineté énergétique. Alors que le projet de loi sur l'énergie est dans les mains d'une commission du Grand Conseil, ce discours est l'occasion de rappeler (et convaincre encore quelques réticents !) que la transition énergétique ne se décrète pas, mais se décide en fixant des conditions-cadre claires et ambitieuses. Pour nous affranchir du pétrole, nous allons consommer moins et produire local, à l'image de ce CAD Santal.

Entre temps, la loi sur l'énergie a été adoptée à une très large majorité par le Grand Conseil (février 2026). C'est une grande victoire pour le climat et l'économie locale. Il ne reste qu'à attendre le résultat d'un éventuel référendum lancé par le lobby du pétrole pour sabrer le champagne.

En 2025 aussi, de nombreuses subventions ont été versées, dans différents domaines, pour accélérer la transition énergétique : [7.5 millions investis dans un programme de formation et de reconversion pour les professionnels de l'énergie](#) ; [14 millions pour aider les communes à assainir leurs bâtiments](#) ; [plus de 60 millions versés aux propriétaires et aux communes pour réduire leur consommation d'énergie et remplacer leurs systèmes de chauffage fossile](#). Enfin, *last but not least*, un 2^e parc éolien sort de terre sur les crêtes du Jura (Sur Grati) et l'autorisation de construire a été délivrée pour Eoljorat Sud.

Lundi 26 mai, 19h, Yverdon, participation au forum sécurité et toxicomanies « Entre prohibition et légalisation, les défis de la régulation »

La consommation et le trafic de stupéfiants dans l'espace public préoccupent la population et agitent les esprits. La problématique est complexe, multifactorielle. Ce forum permet d'apporter différents éclairages, sans solution simpliste. Lors des échanges, je rappelle la stratégie du Canton en matière sécuritaire : désorganiser les réseaux, apaiser en partie l'espace public en renforçant les patrouilles de rue. Et s'il est nécessaire d'investir dans la répression, nous devons aussi continuer à agir au niveau de la prise en charge des consommateurs et consommatrices et de la lutte contre les précarités. Enfin je reste convaincu que nous devons [questionner le modèle prohibitionniste des drogues illégales](#). Ce modèle ne fait qu'un seul gagnant : les narcotrafiants.

Jedi 19 juin, 11h, Château cantonal, conférence de presse sur la prévention des radicalisations

Avec l'équipe de prévention des radicalisations, nous présentons un [projet de loi de qui vient d'être adopté par le Conseil d'Etat](#). Ce projet pérennise un dispositif pilote créé en 2018 et qui a su prendre en charge plus de 300 situations. Lors de cette présentation devant les médias, nous rappelons le contexte et les moyens déployés pour mener ce travail essentiel d'information, détection et de prise en charge pour éviter les ruptures sociales. Islam radical, masculinisme ou encore complotisme, la menace reste élevée en Suisse, avec des professionnels de terrain confrontés à un nombre croissant de cas impliquant de plus en plus souvent des personnes mineures.

Mardi 1^{er} juillet, 10h, Madrid, Centro de Control de Medidas Telemáticas de Alejamiento

En tant que président de l'association nationale pour la surveillance électronique, j'ai la chance de faire partie d'une délégation menée par le Conseiller fédéral Beat Jans à Madrid. Nous visitons le centre COMETA, qui assure le contrôle 24h sur 24 des potentiels auteurs de violence domestique, les localisant en temps réel et s'assurant qu'ils ne s'approchent pas de leur victime. 2000 alarmes sont gérées chaque jour. Et, depuis la mise en place de ce programme, l'Espagne a réussi à faire baisser le nombre de féminicides.

Cette visite est inspirante. La lutte contre les féminicides exige des décisions politiques fortes et concrètes.

Retour en Suisse. [Avec les autres cantons membres de l'association, nous décidons d'accélérer, à l'échelon national, le déploiement du bracelet électronique](#) – pour mieux surveiller les auteurs et protéger les victimes. Nous voulons notamment harmoniser les pratiques et mutualiser nos forces en nous dotant d'une centrale de surveillance commune pour assurer une surveillance active H24 du territoire.

Au niveau vaudois aussi, nous voulons renforcer l'action des polices cantonale et communales. [Avec le Conseil cantonal de sécurité, nous nous dotons d'une stratégie](#) pour améliorer la prise en charge policière des victimes à travers un dispositif harmonisé. La prise en charge d'une victime ne doit pas dépendre de son code postal.

Mardi 9 septembre, Grand Conseil, 14h, débat nourri sur la police

Suite aux révélations et à différents événements ayant trait à la police lausannoise, le débat est porté à l'échelle du Canton. Plusieurs questions fondamentales sont soulevées : comment prévenir et lutter contre les biais discriminatoires au sein de la police, comment éviter des dérapages racistes, sexistes ? Cette [séance du Grand Conseil](#) me permet de rappeler que la Police cantonale applique le principe de la tolérance 0 quant aux dérapages d'agents qui salissent l'uniforme. Je résume également les mesures que j'entends prendre comme ministre en charge de la sécurité pour restaurer le lien de confiance entre la population vaudoise et la police : [bodycams](#), évolution de la « police des polices » vers d'avantage d'autonomie et de transparence, amélioration de la formation et du recrutement.

Dimanche 28 septembre, Canton de Vaud : on change la Constitution !

Et un résultat net : plus de 68% de la population soutient le nouvel article constitutionnel ancrant le principe de l'économie circulaire. Quelques années après la ZAD sur la colline du Mormont et le lancement de l'initiative des Vert-e-s, [ce Oui clair à ce contre-projet marque une avancée majeure pour la durabilité](#). Ce nouvel article constitutionnel permettra de favoriser les nombreux projets locaux de réemploi, de réparation et de revalorisation – pour transformer les déchets en ressources. C'est un mandat de la population au monde politique, celui de changer les règles du jeu car nos ressources naturelles ne sont pas infinies.

Nous devons réduire l'impact du domaine de la construction sur le climat, prolonger la durée de vie des objets, et mieux valoriser nos déchets. C'est tout le sens de la future loi sur la gestion des déchets sur laquelle nous sommes en train de plancher avec mes services.

Lundi 6 octobre, 10h, Maison de l'environnement, conférence de presse sur la biodiversité

Avec la Direction générale de l'environnement, nous présentons le premier bilan de la biodiversité vaudoise. Le constat est sans surprise : les nombreuses mesures mises en place portent leurs fruits, mais l'état de la biodiversité demeure préoccupant. Dans les années à venir, nous annonçons que [le Canton va renforcer ses mesures dans 4 domaines en priorité](#) : préservation des espèces et de leurs habitats, renforcement de la nature en ville, consolidation de l'infrastructure écologique (dont des passages à faune et des crapauducs !) et lutte contre les espèces envahissantes.

Vendredi 14 novembre, 16h, Palézieux, visite de la Fondation Serix

Pour illustrer la carte de vœux 2025 du Département, j'ai proposé à la Fondation Serix, foyer d'accueil pour mineur·e·s, de faire un [concours de dessin sur le thème « Dessine-moi ce que représente pour toi être heureux »](#). Lors de cette visite, à hauteur d'enfants, j'annonce le lauréat du concours. Mais c'est aussi l'occasion de discuter avec les éducateurs et éducatrices de leur réalité professionnelle et de jouer au basket avec un enfant.

Au cours de cette année 2025, j'ai choisi de visiter plusieurs fondations partenaires de la politique socio-éducative du Canton et les collaborateurs et collaboratrices des offices régionaux de protection des mineur·e·s, afin de mieux saisir leurs réalités professionnelles. Une présence de terrain nécessaire pour comprendre, adapter les politiques publiques et convaincre des majorités de leur nécessité.

Depuis le début de la législature, ma priorité a notamment été de débloquer des fonds supplémentaires dans la protection des mineur·e·s, la revalorisation des salaires des éducateurs et éducatrices du parapublic, et le soutien à la parentalité.

Et 2025 a été marquée par le déploiement de la nouvelle politique socio-éducative adoptée par le Conseil d'État, et au bénéfice d'une enveloppe budgétaire de 80 millions de francs sur quatre ans. Les trois axes prioritaires sont en cours de déploiement, à savoir la stabilisation des foyers d'hébergement, l'augmentation du nombre de places d'accueil et le renforcement des prestations ambulatoires. Autant de prestations indispensables pour permettre l'épanouissement des quelque 10'000 enfants suivis par la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse.

Jedi 11 décembre, 9h, signature d'un accord pour la future école de police à Moudon

Le Canton et la Confédération, propriétaire de la place d'armes de Moudon, [signent un accord de principe pour implanter une nouvelle école de police sur le site de la place d'armes de Moudon](#), et quitter le site de Savatan. Cet accord nous permet désormais d'engager une planification concrète pour le développement du futur pôle de formation policière. Outre la future école de police, nous étudions la possibilité d'élargir l'utilisation du site à d'autres partenaires du domaine sécuritaire, notamment certains services dits « feux bleus », de la protection de l'environnement, ou encore le secteur pénitentiaire.

Avril 2026, Yverdon-les-Bains,

Vassilis Venizelos

PS.) La porte du Château est ouverte

Rapport d'activité des conseillères nationales et du conseiller national entre mai 2025 et mai 2026

Raphaël Mahaim



Garder le cap, surtout en pleine tempête

Qu'il paraît loin, le temps de la vague verte de 2019... Comme si le défi du siècle avait miraculeusement été réglé depuis lors, le temps n'est plus à l'action vigoureuse en faveur du climat et de la nature. Alors même que la population suisse continue, sondage après sondage, de placer le dérèglement climatique tout en haut de ses préoccupations principales, Parlement et Conseil fédéral sont plus occupés à faire des courbettes à Donald Trump et à brosser dans le sens du poil Benjamin Netanyahu qu'à prendre des mesures fortes en faveur de la sortie des énergies fossiles.

A vrai dire, on va même à reculons ! Le Conseil fédéral veut réintroduire le nucléaire en Suisse. Comme tout le monde le sait, le combustible fossile est produit localement et la production d'électricité nucléaire est sans dangers pour l'homme et l'environnement... La majorité du Parlement s'apprête à lui emboîter le pas, ce qui annonce une bagarre référendaire dantesque que nous nous réjouissons déjà de mener avec toute notre énergie. Après la victoire sur les autoroutes, il semble que la population suisse soit plus que jamais en position de freiner les ardeurs irresponsables des majorités en place à Berne. Les électriciens eux-mêmes ne voudront très certainement pas investir dans de nouvelles centrales, tant l'énergie nucléaire est devenue hors de prix par rapport aux alternatives, dont les énergies renouvelables. Gageons qu'ils seront du côté des milieux écologistes pour promouvoir le seul avenir qui vaille, celui des renouvelables et des économies d'énergie.

Dans cette période de reculs – de *backlash* comme on dit dans la langue impérialiste – nous autres écologistes au Parlement avons un rôle plus important que jamais. Nous sommes la conscience verte du Parlement qui n'en n'a plus beaucoup... Si nous gardons le cap, il viendra forcément à nouveau du beau temps après la tempête.

C'est avec ces convictions et valeurs chevillées au corps que j'ai accédé l'année dernière à la vice-présidence du groupe parlementaire. Amener plus directement ma pierre à l'édifice de notre engagement parlementaire était devenu la suite logique de ces années d'engagement sous la coupole.

Travail en commission

A mi-législature, j'ai eu le plaisir et l'honneur d'être nommé vice-président de la commission des affaires juridiques, dont je devrai prendre la présidence en début de législature prochaine, si les astres électoraux sont alignés en 2027.

Cette commission a eu fort à faire ces derniers mois, en particulier récemment avec le drame de Crans-Montana et les mécanismes complexes d'indemnisation aux victimes. C'est un dossier où je me suis tout de suite fortement investi, convaincu de la nécessité à la fois de trouver des palliatifs au caractère extraordinaire du drame et de réformer durablement

la loi sur l'aide aux victimes d'infraction pour éviter que les lacunes de la loi ne posent des problèmes dans d'autres situations.

Nous avons également mis sous toit d'autres réformes très importantes, à l'image de la réintroduction du double nom pour les conjoints, supprimé il y a une grosse dizaine d'année par une réforme totalement rétrograde du Parlement. Qu'il a fallu batailler ferme jusqu'au bout face au bastion conservateur du Conseil des Etats qui aurait préféré qui rien ne change ou presque – les femmes étant toujours plus heureuses avec le nom de leur mari (et à la maison), c'est bien connu. Je ne suis pas peu fier d'avoir joué un rôle déterminant dans les dernières phases du compromis trouvé entre les deux Chambres...

Lors de la session de juin, nous mettrons aussi un terme à nos travaux sur une réforme qui me tient très à cœur comme président de l'association Dettes Conseil Suisse : l'introduction d'une procédure d'assainissement des dettes pour les personnes prises dans la spirale de l'endettement. Là aussi, il a fallu aller chercher chaque voix au Parlement – avec les dents, comme dirait l'autre – pour obtenir des votes parfois à la voix prépondérante du président du Conseil des Etats. Une fois le texte entré en vigueur, ce sera une lueur d'espoir pour des milliers de personnes en Suisse.

Des dossiers où je me suis investi corps et âme pour tenter de faire bouger le Parlement, il y en a eu un grand nombre, à tel point que j'en oublie. Pêle-mêle : la reconnaissance des crimes commis contre les Yéniches et Manouches, la réhabilitation des Suisses engagés dans la résistance française et italienne durant la seconde guerre mondiale, la régulation des deepfakes, l'adoption facilités pour les familles arc-en-ciel, etc...

Autres thèmes d'engagement choisis

En dehors du travail de commission, je poursuis mes engagements dans les domaines qui me tiennent à cœur. Depuis une année, je participe activement au sein de la présidence du groupe à élaborer des stratégies parlementaires transversales, impliquant des collègues de plusieurs commissions.

Nous avons bataillé comme des lions pour la cause palestinienne – pour l'instant sans grand succès vu la cécité hallucinante des partis majoritaires – et pour le respect du droit international, à Gaza, au Vénézuéla comme en Iran. Sur le plan de la politique internationale, le dossier européen sera le gros enjeu des mois à venir. L'UDC sort l'artillerie lourde pour torpiller nos relations avec l'UE : initiative pour la Suisse à 10 millions, attaque des bilatérales III, initiative « boussole », etc. Ce combat sera un moment décisif pour que la Suisse ne se retrouve pas isolée dans un monde géopolitique en turbulences !

La pitoyable guerre de Trump en Iran la rappelle une fois de plus : l'indépendance énergétique de la Suisse et la transition vers les énergies propres est plus importante que jamais. C'est ainsi que nous poursuivons notre combat de toujours avec notamment plusieurs interventions sur l'énergie nucléaire, le prix des énergies, le Traité sur le Charte de l'énergie, etc.

Dépôts

Tous mes dépôts sont visibles sur ce lien :

<https://www.parlament.ch/fr/biografie/rapha%C3%ABl-mahaim/4327>

Autres engagements en dehors du Parlement

Avec l'association Avocat-e-s pour le climat dont je suis membre du comité, nous poursuivons diverses actions judiciaires à différents niveaux, parfois de façon publique (action des paysans contre la Confédération), parfois de façon plus confidentielle.

Je poursuis aussi mes engagements dans divers cercles, comme par exemple la coprésidence de l'interprofession agricole Green Care Suisse (accueil de personnes en rupture sur les domaines agricoles) et le comité de la Fédération suisse des entreprises (faitière des entreprises progressistes), et la présidence de Dettes Conseils Suisse, la faitière des organisations qui conseillent les personnes en situation de surendettement.

L'année 2025 a aussi été marquée par les déboires de la Suisse face aux droits de douane de Trump. Avec ma collègue parlementaire Greta Gysin, nous avons déposé une dénonciation pénale pour les cadeaux (rolex de grande valeur et lingot d'or de plus de CHF 100'000.-) offerts à Trump par des capitaines d'industrie suisse pour obtenir ses faveurs. Là aussi, lorsque tout le monde perd la tête face à un tyran menteur, autoritaire et mégalomane, il faut garder le cap. La balle est dans le camp du Ministère public de la Confédération.

Sophie Michaud Gigon



En revenant sur les douze derniers mois, je ressens à la fois de la satisfaction face à certaines avancées et un vertige face au contexte politique, en Suisse, et surtout à l'international.

Même si les avancées, ou petites victoires, semblent non proportionnelles aux efforts investis, elles existent.

Ma motivation parlementaire verte a été alimentée par des engagements/échanges comme la Vertigineuse, la campagne pour les communales, ou d'autres moments de mobilisation collective.

Highlights 2025-2026

- Adoption du postulat pour une stratégie industrielle en Suisse
- Adoption de l'observatoire des prix et des marges des denrées agricoles
- Travail renforcé sur la souveraineté numérique
- Alliance et début de régulation des plateformes de vente en ligne
- Abandon de l'action collective
- Coupes budgétaires
- Droits de douane et concessions commerciales préoccupantes

Une géopolitique omniprésente

La dégradation des relations commerciales avec les États-Unis a fortement marqué mon activité, notamment au sein de la Commission de l'économie. J'ai été mobilisée sur les questions de droits de douane, avec de nombreuses interventions publiques et parlementaires, entre autres sur les standards agricoles/alimentaires. En parallèle, j'ai continué à porter l'importance stratégique de la relation avec l'Union européenne, en plaidant pour la poursuite des Bilatérales, et pour des alliances pour plus de souveraineté numérique et technologique.

Après deux ans, j'ai remis la présidence de la délégation parlementaire auprès de l'OCDE, dont je reste membre. Le dossier sur l'imposition minimale des entreprises domine encore les discussions.

Renforcer la souveraineté économique et numérique

Dans ce contexte géopolitique, la Suisse doit renforcer son indépendance dans certains secteurs (ex : numérique) et penser sa stratégie industrielle, afin de ne pas devenir une bibliothèque à innovation mais conserver un tissu industriel. Aussi dans le domaine de la durabilité. Le travail mené ces dernières années commence à porter ses fruits.

En parallèle de la régulation des banques suite à la crise (Crédit Suisse), la commission de l'économie et des redevances a travaillé sur l'encadrement des investissements venus de l'étrangers.

Accomplissements

- Adoption de mon postulat Pour une **stratégie industrielle suisse**
- Mise à l'agenda politique de ces sujets, travail sur les mentalités fédérales
- Interventions et travail avec les acteurs économiques pour renforcer la **souveraineté numérique suisse et européenne** (et limiter la dépendance aux géants US)
- Début du travail sur les **marchés publics** pour orienter l'offre vers plus d'éthique et de **durabilité** et soutenir les actrices et acteurs **locaux**
- Début de la **régulation des banques** (too big to fail)

Défendre les petits acteurs face aux grands

Je m'engage pour les consommateurs et consommatrices et pour les PME, face aux grands groupes ou à la concurrence étrangère déloyale.

Cette année a été marquée par des reculs, mais aussi certaines avancées qu'il faudra consolider. J'ai cherché à contrer les attaques du parlement contre les autorités de surveillance (comco, finma).

L'observatoire des prix des denrées agricoles a franchi une étape parlementaire nette. Cette transparence devra servir le revenu paysan. S'il nous reste encore à veiller à ce que sa mise en œuvre soit apte à remplir ces objectifs, son adoption sur le principe par le Parlement est une victoire et représente une des nombreuses mesures en faveur de l'agriculture que les Vert·e·s soutiennent.

Accomplissements et points marquants

- ✗ Enterrement de l'**action collective**, après plus de dix ans de travail
- ✗ Affaiblissement de la **loi sur les cartels**, au détriment des agriculteurs et agricultrices, PME, consommateurs et consommatrices
- ✔ Adoption de l'**observatoire des prix et des marges agricoles**
- ✔ Début de la régulation des plateformes de vente en ligne

Vers une fiscalité plus équitable et plus féministe

L'imposition individuelle a été une de mes victoire féministe de cette année. Je me suis fortement investie, tant au Parlement que dans la campagne, en collaboration avec des femmes d'autres partis.

Son adoption marque une avancée en matière d'égalité des rôles, en mettant fin à un système qui pénalise souvent le revenu des femmes mariées. La prochaine étape sera sa mise en œuvre dans les cantons, au Grand Conseil.

Accomplissements

- Engagement actif en commission, dans les médias et en campagne de votation
- Travail d'alliance interpartis
- Nette contribution Verte à la victoire en votation

Climat & énergie

Cette année, mon engagement à la protection du climat s'est inscrit dans un contexte international où les enjeux énergétiques ont pris une dimension stratégique et sécuritaire accrue.

Le blocage du détroit d'Ormuz rappelle l'urgence d'accélérer la transition.

Au niveau suisse, je me suis battue contre les coupes budgétaires dans les transports publics, l'assainissement des bâtiments, la protection du climat.

Accomplissements

- Soutien actif à l'**initiative solaire et au fonds climat**
- Mobilisation médiatique autour de la **transition énergétique** (sans nucléaire !)
- Travail avec/pour les acteurs économiques dans les **énergies renouvelables**

Environnement, social et vie quotidienne

En parallèle, j'ai poursuivi mon travail sur plusieurs thématiques importantes pour le quotidien, la santé, l'environnement, les conditions de vie.

Je me suis engagée avec les associations environnementales contre l'assouplissement de l'homologation des pesticides et avec les syndicats pour les salaires minimaux cantonaux.

Accomplissements

- Engagement pour la **qualité des produits (aussi en ligne)**
- Travail médiatique et dépôt de la motion « **(Fast)fashion**. Mise en œuvre de la circularité via un fonds suisse pour la mode durable ».
- Engagement dans les comités de deux initiatives populaires (**contrôle des loyers et Internet**)
- Soutien aux fonds pour les **logements d'utilité publique**
- Porté les enjeux environnementaux et de santé liés aux **PFAS**
- **Motion autour de l'eau potable acceptée** (Sur le devoir d'information des distributeurs d'eau)

Léonore Porchet

Retour sur les sessions Démocratie, politique étrangère et droits humains

En 2025, la situation à Gaza a continué à être catastrophique et à plonger la Suisse dans la honte. Nous en avons régulièrement parlé au parlement. Au printemps, ce fut un soulagement, car le conseil des Etats rejetait une motion UDC qui visait à suspendre les contributions helvétiques à l'UNRWA (motion que le national avait accepté à la session précédente...).



Durant la session d'été, nous avons dû rappeler que la solidarité n'était pas un crime, mais que le génocide, lui en étant bien un. À ce titre, nous sommes intervenu·e·s plusieurs fois au Parlement cette session, afin de mettre sous pression le Conseil fédéral, notamment en lui demandant d'affirmer [la validité des rapports de l'ONU](#) sur l'horreur en cours à Gaza, d'entreprendre les démarches pour reconnaître l'état palestinien et [de cesser, enfin, toute activité commerciale militaire avec Israël](#).

En collaboration avec le PS, nous avons proposé que la Suisse prenne des sanctions, ainsi que la suspension de toute coopération militaire avec Israël, lors de la session de septembre. Malheureusement et à l'instar de la chambre des cantons, le conseil national a préféré continuer de fermer les yeux sur le génocide en cours et la Suisse se retrouve donc, encore une fois, du mauvais côté de l'histoire. La réponse de la Suisse est plus qu'insatisfaisante alors que la situation fait mal au ventre. Déjà en juin, le conseil fédéral avait refusé de répondre à des questions et en septembre, c'est moi-même me retrouvais donc face au même refus de répondre à [ma question](#).

Santé publique et assurance-maladie

Il aura fallu 3 ans pour mettre en œuvre l'initiative « [Enfants et jeunes sans publicité pour le tabac](#) ». Malgré les nombreuses tentatives de la droite et des lobbys du tabac [d'affaiblir le texte](#), et malgré quelques succès de leur part, nous avons tenu bon pour arriver à un texte acceptable. Les enfants et les jeunes seront mieux protégés contre ce poison qui est responsable, en Suisse, de 9500 décès par an. L'interdiction touche la majeure partie de la presse écrite, les manifestations ouvertes aux jeunes et le parrainage. Internet, applications et autres médias électroniques sont également concernés, sauf si un système de contrôle de l'âge est mis en place. Une exception notable est à déplorer qui permet à une cinquantaine de journaux de continuer à imprimer de la publicité pour le tabac, ainsi que la possibilité – qui sera sans aucun doute saisie – pour les marques de payer des vendeurs et vendeuses volant·e·s dans les bars et manifestations.

Le [financement de la 13ème rente AVS](#) était l'un des gros sujets de cette session d'automne. C'est finalement une hausse temporaire de 0.7 point de pourcentage de la TVA qui financera ce 13e versement AVS, indispensable à nos aîné·e·s pour vivre avec plus de dignité à la retraite. Cette solution n'est clairement pas la bonne, car la TVA est un impôt antisocial qui ne fait pas de distinction entre les revenus de chacun et chacune et un financement temporaire de cette 13e rente met en danger l'AVS. C'est probablement le but de la majorité du Parlement d'ailleurs, afin de pouvoir revenir rapidement avec de nouvelles augmentations de l'âge de la retraite, qui seront à nouveau présentées comme indispensables. Le choix démocratique porté par 58% des votant·e·s le 13 mars 2024 n'a ainsi pas été respecté. Pourtant, le Conseil des États, comme je l'ai rappelé [dans ma prise de parole](#), avait proposé un compromis solide et intelligent liant une augmentation de la TVA réduite à une petite augmentation des cotisations sociales, ce qui aurait globalement renforcé le premier pilier. Mais le Conseil national a préféré fragiliser l'AVS et financer le dé plafonnement des rentes de couples mariés en supprimant la rente de veuve. Je répète, la majorité bourgeoise sacrifie les veuves pour financer de meilleures rentes pour les couples vivant. Quel cynisme...

Durant la session d'hiver, nous avons pu demander la tenue d'un débat d'actualité sur la thématique du climat, avec le parti socialiste et les vert' libéraux. A la tribune, [j'ai pu interpellé le conseiller fédéral Rösti](#), sur les liens entre santé et climat. En effet, nous savons que le réchauffement climatique a des impacts sur la santé humaine. Et pourtant le Conseil fédéral a renoncé à l'Enquête suisse sur la santé, qui est la seule étude nationale sur les déterminants environnementaux de la santé, la seule étude que l'on possède sur le plan national pour vous donner des indications de politiques publiques à prendre pour protéger la santé dans le domaine environnemental. J'ai donc demandé au Conseil fédéral comment il contrôlera l'impact de la dégradation de l'environnement sur la santé et, par conséquent, comment il prendra des mesures. Réponse tout à fait vide malheureusement...

Justice sociale, droits des femmes et égalité

Avec ma collègue verte bâloise Sibel Arslan, lors de la session de printemps, nous avons fait pression pour renforcer les mesures liées aux violences sexistes et sexuelles (VSS). Son [postulat](#), demandant une étude de faisabilité pour la tenue de statistiques sur les féminicides en Suisse, a notamment été adopté. Pour ma part, après une première [question](#) concernant les mesures prises contre le continuum des VSS, j'ai déposé trois interpellations pour renforcer l'engagement du Conseil fédéral dans la [mise en œuvre du nouveau droit pénal sexuel](#), mais aussi concernant la [prise en charge des cas de soumission chimique](#) et la [couverture par l'assurance accident des victimes de VSS](#), après un arrêt choquant du Tribunal fédéral. Enfin, dans le cadre du [débat entourant une proposition de durcissement des peines pour les auteurs de violences domestiques](#), il m'a paru important de rappeler les risques que représentent les peines plancher dans ces cas, mais aussi de rappeler à sa responsabilité la majorité bourgeoise du Parlement face aux féminicides.

Le fédéralisme à géométrie variable des partis bourgeois a encore frappé. Et, une fois de plus, ce sont les travailleurs et travailleuses qui en paient le prix ! Par 109 voix contre 76, le Conseil national a décidé de faire primer les Conventions Collectives de Travail (CCT) sur les lois cantonales en matière de salaire minimal. Ainsi, ces contrats de droit privé entre parties vont primer sur des décisions légitimes du peuple et faire chuter, d'un coup, les salaires de certaines branches jusqu'à 500.- CHF par mois. En tant que vice-présidente de Travail.Suisse, [la protection des travailleurs et travailleuses](#) est une de mes priorités politiques. Or, certaines CCT affaiblissent la protection de ces dernier·ères en privilégiant des salaires médiocres nourrissant la proportion de working poor dans certaines régions ou secteurs d'activité. Le partenariat social en prend un sacré coup dans l'aile. La bourgeoisie privilégie son actionariat au détriment de la santé des ceux qui créent la véritable richesse de notre pays!

Environnement et transition écologique

Je continue de porter les valeurs Vertes par le biais d'une transition écologique qui tienne compte des besoins sociaux.

Mardi 9 septembre, notamment grâce à une demande émanant du groupe des Vert-e-s, nous avons pu traiter du sujet des PFAS (Les substances per- et polyfluoroalkylées qu'on appelle aussi *polluants éternels*) en session extraordinaire. L'existence même de ce débat était déjà un mieux.. Malheureusement, nous avons pu constater que le Conseil fédéral n'a aucune mesure concrète à nous proposer actuellement et que les études non pas encore été réalisées à satisfaction. À la suite de [ma question](#) qui portait sur le fait que les PFAS passent dans le lait maternel, le conseiller fédéral Albert Rösti, m'a simplement répondu que je devais attendre un rapport en cours. Avec les VERT-ES, [nous ne voulons pas attendre](#), mais prélever une taxe à la source et, à terme, interdire les PFAS.

Aussi durant cette session d'automne, [j'ai rappelé à la tribune](#) que la souffrance animale n'avait pas sa place dans notre société. Et pour cela, l'initiative "[Oui à l'interdiction d'importer des produits en fourrure provenant d'animaux ayant subi de mauvais](#)

[traitements](#)” est une avancée à saluer. L’initiative sur la fourrure nous rappelle aussi que la souffrance animale n’a pas de frontières. Le contre-projet, renforcé grâce à des minorités gagnées par les VERT·ES, permet de mettre fin à l’hypocrisie des importations cruelles, en interdisant clairement ces pratiques, avec contrôles et certifications suisses, afin de faire primer l’éthique sur la consommation. C’est la voie qu’a suivie le Conseil national.

Nous avons aussi débattu, durant cette session, de l’initiative “[Pour une limitation des feux d’artifice](#)”. J’ai eu l’opportunité, dans [ma prise de parole](#), de rappeler que les feux d’artifice, bien que traditionnels et (parfois) spectaculaires, posent un vrai dilemme moral et écologique. En effet, quelques secondes de divertissement humain provoquent une peur intense et parfois des blessures ou la mort chez des milliers d’animaux, perturbent les personnes sensibles au bruit, et génèrent des retombées toxiques dans l’air, l’eau et les sols. Face à cette souffrance et cette pollution évitables, j’ai proposé de soutenir le contre-projet indirect, renforcé par les propositions de la minorité Baumann. Cette proposition offre une solution équilibrée : limiter la panique sonore, réduire la pollution, privilégier les spectacles professionnels encadrés, et ainsi moderniser la tradition sans opposer fêtes et respect du vivant. Le Conseil national a adopté par 97 voix contre 85 cette solution.

Conclusion

L’année parlementaire 2025 a donc été marquée par de nombreux reculs dans des domaines essentiels. Heureusement, certaines victoires nous ont aussi agi comme un baume sur nos cœurs. Dans ce contexte, mon engagement pour des politiques publiques plus inclusives, durables et axées sur la santé et l’égalité reste essentiel. Malgré les refus de la majorité conservatrice, je continue à porter une voix féministe, écologiste et sociale sous la Coupole. Merci de votre soutien — c’est lui qui me permet de ne rien lâcher!

Retrouvez mes notes de blog résumant, session par session, mon travail parlementaire :

- [Session de printemps 2025](#)
- [Session d’été 2025](#)
- [Session d’automne 2025](#)
- [Session d’hiver 2025](#)

Objets déposés et autres activités

J’ai déposé 25 objets durant l’année 2025. Vous retrouverez les dépôts mentionnés dans le présent rapport et bien d’autres sur [le site du Parlement](#).

Active en commission comme à la tribune, je suis [intervenue 27 fois](#) lors des sessions 2025 dont je fais des résumés qui se trouvent sur [mon site internet](#). Je publie aussi après chaque session une newsletter à laquelle vous pouvez vous abonner (lien sur [mon site internet](#)).

Je m'engage fortement [dans le milieu associatif](#). Vous retrouverez également mes liens d'intérêt [sur le site de Lobbywatch](#).

Durant cette législature, j'ai poursuivi mon engagement aux côtés de [Travail.Suisse](#), dont je suis vice-présidente. Mais aussi comme présidente de [Santé Sexuelle Suisse](#).

Je continue bien sûr mon engagement comme co-directrice de BDFIL avec [Gaëlle Kovaliv](#).

2025, c'est aussi ma dernière année complète avec ma très chère [Géraldine Dubuis](#), comme assistante parlementaire. Mille mercis à toi pour ton travail remarquable, ton immense soutien et ton amitié à mes côtés pendant toutes ces années.

Et s'il y a des départs (*snif*), il y a aussi des arrivées (*youpie !*). Je suis très heureuse d'accueillir dans mon équipe [Quentin Wenger et Emilie Dupasquier](#), comme nouvelle et nouveau assistant·e·s parlementaires.